

Numéro 47 - 25 juillet 2020

La nécessité de renouveler la démocratie

**La lutte pour des sociétés qui défendent
les droits de tous et toutes**



Les banques privées profitent des mesures de lutte contre la pandémie aux États-Unis et au Canada

- Payer les grandes banques pour faire le travail du gouvernement
- Les grandes banques empochent des frais de gestion élevés des programmes américains et canadiens de lutte contre la pandémie

Le plus récent plan économique du premier ministre de l'Alberta

- Transfert massif de fonds publics vers les investisseurs les plus riches

- Dougal MacDonald -

Les actions se poursuivent aux États-Unis

- Grève pour la vie des Noirs
- Le conseil municipal d'Asheville en Caroline du Nord vote en faveur de réparations
- Des mesures de réparation sont adoptées en Californie, à Rhode Island et dans l'Illinois

Journée de rage contre l'annexion de la terre palestinienne

- **Actions vigoureuses à Windsor**
- **Vancouver solidaire avec la Palestine**

La bataille pour la démocratie en Bolivie

- **Cuba met sa clinique de La Paz à la disposition du peuple bolivien**
- *Ministère des Relations extérieures de Cuba* -
- **Les forces populaires luttent pour leurs droits démocratiques**
- *Margaret Villamizar* -

Importants anniversaires

- **« Moncada nous a enseigné comment transformer nos revers en victoires »**
- *Fidel Castro* -

Les banques privées profitent des mesures de lutte contre la pandémie aux États-Unis et au Canada

Payer les grandes banques pour faire le travail du gouvernement

Pendant la crise économique et même pendant les périodes « normales », les gouvernements paient les grandes banques pour faire des tâches qui relèvent de la fonction publique comme si cela allait de soi. Les banques, les autres institutions financières et leurs riches propriétaires profitent largement des frais d'administration des emprunts des gouvernements et d'autres tâches. Aucune des tâches qu'ils effectuent pour le compte des gouvernements, y compris leur prêter de l'argent, ne peut à juste titre être considérée comme relevant de l'entreprise privée. C'est une pratique corrompue pour payer les riches, mais c'est fait « légalement » même si c'est carrément de nature criminelle.

Dans le monde impérialiste, de puissants intérêts privés ont usurpé l'État et en profitent aux dépens du peuple. Ces puissants intérêts privés utilisent les gouvernements pour emprunter aux riches pour payer les riches et, ce faisant, les banques privées des riches prennent le rôle d'administrateurs des escroqueries pour lesquelles ils sont grassement rémunérés par les mêmes gouvernements qui empruntent aux riches pour payer les riches.

Le fait que les gouvernements paient les grandes banques privées pour effectuer des tâches qui relèvent de la fonction publique est un grave problème pour le peuple et la société. C'est un appel au peuple à s'organiser pour le renouveau et pour donner une nouvelle direction à l'économie. Les banques privées se sont emparées depuis longtemps des fonctions qui appartiennent au secteur public. Elles échappent au contrôle d'une autorité publique qui n'existe plus, notamment quand il s'agit d'émettre de la nouvelle monnaie et de sélectionner les projets dans lesquels investir les fonds publics.



Les institutions financières privées exproprient des revenus d'intérêt de l'économie, ce qui affaiblit considérablement tout développement qui favorise le peuple et bloque la voie à une nouvelle direction prosociale de l'économie et de la gouvernance. Elles retirent de l'argent de l'économie et l'investissent à l'échelle mondiale en fonction de leurs intérêts privés étroits. Aucun problème d'ordre social ou naturel ne peut être résolu lorsque les finances publiques sont ainsi volées.

À l'époque moderne, le service bancaire devrait être un service public organisé pour le mieux-être de tous et servir l'édification nationale, non pour servir l'expropriation privée parasitaire de la richesse sociale que les travailleurs produisent et dont ils ont besoin. Les banques et l'investissement dans les projets de développement, les infrastructures et les secteurs de base devraient être sous contrôle public. De nouvelles formes doivent être créées qui permettent au peuple de décider de la direction de l'économie et de participer aux prises de décision sur les investissements majeurs et le développement, et sur d'autres questions importantes liées au bien-être de la population et à l'édification nationale. Il y a aujourd'hui nécessité de placer les finances publiques sous le contrôle du peuple et qu'elles rendent des comptes au public.



Les grandes banques empochent des frais de gestion élevés des programmes américains et canadiens de lutte contre la pandémie

Le paiement de frais par les gouvernements à des banques privées pour administrer des programmes publics qui servent des objectifs antisociaux privés, tout comme dans le scandale de l'organisme de charité UNIS et plus généralement avec l'utilisation de fonds publics dans des stratagèmes pour payer les riches, est un autre exemple de la prise de contrôle des gouvernements par des intérêts privés pour s'enrichir, eux et leurs entreprises privées. Les ressources gouvernementales sont utilisées pour soutenir les entreprises privées au lieu d'investir dans des entreprises publiques pour le bien-être, la stabilité et la sécurité de tous. Le Canada et les États-Unis ont besoin d'une nouvelle direction prosociale comprenant des banques publiques sous le contrôle du peuple et tenues de rendre compte de leurs actes.



Dans la crise actuelle, les gouvernements paient des frais importants aux grandes banques pour qu'elles administrent la distribution des fonds publics liés aux mesures de lutte contre la pandémie à des entreprises privées. Pour les banques, les frais sont une bénédiction puisque leurs revenus d'investissements ont diminué avec l'augmentation des faillites et des mauvaises créances, en particulier parmi les petites entreprises. Outre les importants profits qu'elles encaissent, ces frais d'administration facturés aux gouvernements permettent aux banques privées de payer leurs dépenses courantes, comme le loyer, l'électricité, etc., de conserver leur personnel et de poursuivre leurs activités privées. Ces subventions aux entreprises privées et les frais facturés par les banques privées sont devenus des pratiques normales pour soutenir un système économique qui a fait son temps et a besoin d'une nouvelle direction.

Jusqu'à 24,6 milliards de dollars payés en frais jusqu'à présent

De nombreuses institutions financières canadiennes exercent leurs activités dans l'ensemble des États-Unis des oligopoles d'Amérique du Nord. Quatre des plus grandes banques canadiennes profitent des frais facturés aux gouvernements américain et canadien pour administrer les subventions que l'État distribue aux entreprises privées comme mesures de pandémie. Le gouvernement américain a embauché les services de filiales de banques canadiennes, entre autres, pour administrer les prêts publics dans le cadre du programme d'aide aux petites entreprises appelé Paycheck Protection Program (PPP).

Le PPP est habilité à accorder 660 milliards de dollars de prêts à des entreprises privées. Plutôt que de confier le travail à un service public, qui comprendrait des banques publiques, le gouvernement américain verse aux grandes banques privées des frais pouvant atteindre 5 % du montant des prêts administrés sur une période de deux à trois ans. Les banques américaines et canadiennes ont collectivement administré 520 milliards de dollars de prêts dans le cadre du PPP jusqu'à présent et facturé des frais aux gouvernements en conséquence.

La Banque Toronto-Dominion a été la banque canadienne la plus active. Sa filiale américaine, TD Bank, a déjà accumulé cette année des frais de traitement de 238 à 398 millions de dollars jusqu'à présent. Les frais ne sont que des estimations, car ils n'ont pas encore été entièrement reconnus ou rendus publics. La Banque TD a administré des prêts PPP d'une valeur d'au moins 8,2 milliards de dollars et jusqu'à 12,1 milliards de dollars par l'intermédiaire de son vaste réseau de services bancaires de détail dans l'est des États-Unis.

BMO Harris Bank, filiale de la Banque de Montréal, a perçu entre 91 millions de dollars et 175 millions de dollars en honoraires.

On estime que la City National Bank, propriété exclusive de la Banque Royale du Canada, a encaissé entre 89 et 177 millions de dollars de frais.

CIBC Bank USA, la filiale américaine de la Banque canadienne impériale de commerce, a perçu de 29 millions de dollars à 64 millions de dollars en frais.



Lorsque les fonds PPP sont décaissés aux entreprises, les banques reçoivent des frais de traitement de 5 % pour les prêts inférieurs à 350 000 dollars, de 3 % pour les prêts de 350 000 à 2 millions de dollars et de 1 % pour les prêts de plus de 2 millions de dollars. Les estimés des frais sont basés sur une évaluation de l'étendue des prêts PPP puisque les données du gouvernement américain ne donnent que les montants exacts pour les prêts de moins de 150 000 dollars.

Le montant des frais payés aux grandes banques américaines qui distribuent des fonds dans le cadre du PPP est estimé à ce jour entre 14,3 milliards de dollars et 24,6 milliards de dollars. Ces milliards de dollars de frais ont suscité des critiques, notamment pour ce qui est des trois plus grandes banques américaines – JPMorgan Chase & Co., Bank of America Corp. et Wells

Fargo –, bien que la TD Bank ne soit pas loin derrière pour ce qui est du montant perçu.

Les banques privées soutiennent qu'elles ont besoin de facturer des frais importants pour couvrir leurs frais d'administration et le porte-parole de la Banque de Montréal, Paul Gammal, va jusqu'à dire, avec le plus grand sérieux, que les banques ont besoin de cet argent « pour aider à soutenir nos dons de charité qui ont augmenté et notre engagement continu envers les entreprises appartenant à des minorités et les quartiers mal desservis ». La multiplication des oeuvres de bienfaisance est devenue une poursuite intéressée et moralisatrice de l'oligarchie impérialiste. Elle prêche l'évangile de la philanthropie en utilisant sa propre richesse privée et le contrôle de la richesse collective du peuple pour supplanter les programmes sociaux et services publics gérés par le gouvernement. Les organismes de bienfaisance sont à la fois une forme et une idéologie utilisées pour bloquer toute tendance au contrôle du peuple sur l'économie et toute revendication d'une nouvelle direction prosociale pour arrêter de payer les riches et augmenter les investissements dans les programmes sociaux, les services publics et les entreprises publiques sous le contrôle des travailleurs.

Les frais facturés au gouvernement canadien

Au Canada, le total des frais versés jusqu'à présent aux banques privées et aux coopératives de crédit administrant le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) est estimé à 110 millions de dollars. À ce jour, le gouvernement, par l'intermédiaire du CUEC, a accordé des prêts d'une valeur de 27,6 milliards de dollars à des milliers d'entreprises privées. Le CUEC permet aux entreprises d'emprunter jusqu'à 40 000 \$ sans intérêt jusqu'à la fin de 2022, le quart à remboursement conditionnel. Les banques reçoivent 0,4 % du solde impayé de chaque prêt par an. Ce que les banques privées reçoivent en frais d'administration pour les programmes publics leur sert à soutenir leurs entreprises privées et leur contrôle de l'économie.

(Avec des informations du Wall Street Journal)

Le plus récent plan économique du premier ministre de l'Alberta

Transfert massif de fonds publics vers les investisseurs les plus riches

- Dougal MacDonald -



Manifestation devant le congrès du Parti conservateur uni à Calgary le 30 novembre 2019 pour dénoncer les compressions néolibérales du gouvernement Kenney dans les programmes sociaux

Le 29 juin, le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, a annoncé les éléments de son dernier « plan de relance économique ». Le plan est censé être basé sur les conclusions du Conseil de relance économique du premier ministre, composé de divers hommes de main d'entreprises, y compris l'ancien premier ministre Stephen Harper. Il n'y a rien de nouveau dans le plan ; c'est la même vieille sottise néolibérale que le Parti conservateur uni et des gouvernements similaires partout dans le monde colportent depuis des décennies. Essentiellement, il s'agit d'une économie de « retombées », l'idée que l'augmentation des profits des entreprises se traduira d'une manière ou

d'une autre par une plus grande richesse qui finira par atteindre les travailleurs ordinaires. Ce mensonge total a depuis longtemps été exposé, mais les Kenney de ce monde continuent de le promouvoir comme la solution à nos maux économiques.

Assurément un plan économique global est nécessaire en Alberta, mais le dernier méli-mélo proposé par Kenney ne fera tout simplement pas l'affaire. Il ne s'agit là que d'un autre stratagème pour payer les riches qui portera davantage préjudice à l'économie au lieu de commencer à la reconstruire. Cela n'a rien à voir avec une consultation auprès des résidents de l'Alberta ou leur participation aux décisions importantes, mais tout à voir avec l'augmentation des profits des entreprises étrangères privées qui contrôlent l'économie de l'Alberta et le gouvernement Kenney. Le fait est que c'est le même vieux plan, et on peut le voir par ses deux composantes principales et usées à la corde : les réductions d'impôt des entreprises et les dépenses en infrastructure.



La partie du plan de Kenney consacrée aux réductions d'impôt est une nouvelle réduction des impôts des entreprises, cette fois de 10 à 8 %. Cela fait suite à la réduction initiale de Kenney de 12 % à 10 %. À noter que sous le conservateur Ralph Klein, le taux était de 15,5 %, soit presque le double de ce que Kenney a maintenant établi ! De plus, Kenney semble être la seule personne qui reste au monde à toujours colporter le mythe selon lequel les réductions d'impôt des entreprises attirent les investissements et créent des emplois. En revanche, le consensus général parmi les experts financiers est que les réductions d'impôt des entreprises rendent les entreprises plus riches en augmentant l'énorme quantité de liquidités sur laquelle elles s'assoient. De plus, ne vous y trompez pas, les entreprises énergétiques ont encore beaucoup de liquidités. Par exemple, la société pétrolière l'Impériale rapporte qu'elle avait un solde de trésorerie de 1,4 milliard de dollars à la fin du premier trimestre de 2020 et, selon ses propres termes, « de fortes liquidités ».

L'expérience montre que les entreprises utiliseront l'argent qu'elles épargnent grâce à la réduction d'impôt, non pas pour créer des emplois, mais principalement pour racheter leurs propres actions, ce qui enrichira considérablement les actionnaires, y compris la haute direction qui détient souvent de grandes participations. Par exemple, en janvier 2019, Murray Edwards, PDG et fondateur du géant des sables bitumineux CNRL, détenait près de 22 millions d'actions de l'entreprise d'une valeur actuelle d'environ un demi-milliard de dollars. L'enrichissement des actionnaires est ce qui s'est produit aux États-Unis après la réduction des impôts de Trump en 2017. CNN a rapporté le 22 août 2019 que « La réduction de l'impôt sur les sociétés de 2017 a laissé les entreprises américaines inondées de liquidités. Les 500 plus riches entreprises selon Standard & Poors ont réagi en récompensant en 2018 leurs actionnaires avec des montants records de rachats, chaque trimestre établissant un niveau record. » Au lieu d'enrichir les travailleurs, les réductions d'impôt sur les sociétés ne feront qu'enrichir davantage les propriétaires de capital.

Il est également bien connu que de nombreuses entreprises paient déjà peu ou pas d'impôt de toute façon grâce à des stratégies d'évasion fiscale telles que le transfert de profits vers des filiales étrangères, l'amortissement accéléré et l'octroi d'options d'achat d'actions aux employés. De plus, les entreprises profitent de toutes les échappatoires « légales » de la législation sur la fiscalité pour utiliser des stratégies telles que mettre leur argent à l'abri dans des comptes à l'étranger, comme l'ont récemment révélé les « Panama Papers ». Selon Revenu Canada, en 2014 (derniers chiffres disponibles), les entreprises canadiennes ont réussi à éviter de payer jusqu'à 11,4 milliards de dollars d'impôt qu'elles auraient dû payer au cours de cette seule année d'imposition. Et quand tout le reste échoue, une entreprise peut simplement déclarer faillite et se soustraire à toutes ses responsabilités financières, par exemple, en refusant de payer les montants dus aux propriétaires

des terrains et en laissant les puits orphelins dans un état lamentable.

L'autre composante principale du plus récent stratagème de Kenney sont les dépenses en infrastructure. Kenney se vante que cette année, l'Alberta dépensera 10 milliards de dollars pour de tels projets, créant soi-disant entre 32 000 et 50 000 emplois. Aucune preuve n'est fournie pour cette affirmation d'emplois et aucune mention n'est faite des milliers d'emplois que le gouvernement Kenney a déjà détruits ni du fait que les emplois dans la construction d'infrastructures sont temporaires. Il n'est pas non plus fait mention de ce que signifient réellement les dépenses en infrastructure: c'est l'oligarchie financière qui prête de l'argent aux gouvernements et profite ensuite des projets et des paiements du gouvernement plusieurs fois. Une grande partie de l'activité économique est organisée par le biais de contrats gouvernementaux avec des cartels mondiaux, souvent sous la forme d'accords de partenariat public-privé (PPP) où les gouvernements publics assument les risques et les entreprises privées étrangères récoltent les profits.

La Light Rapid Transit Valley Line SE d'Edmonton, d'une valeur de 1,8 milliard de dollars, est un excellent exemple d'un tel PPP. En 2016, TransEd Partners a été sélectionné pour concevoir, construire et exploiter la Valley Line SE. Les partenaires privés de TransEd sont Bechtel (États-Unis), EllisDon (Ontario), Bombardier (Québec), Fengate Capital Management (Ontario), Arup Canada (Londres, Angleterre) et IBI Group (Ontario). Bechtel, l'entrepreneur principal, est une énorme entreprise, notoire pour son étroite implication avec le gouvernement américain, en particulier le département de la Défense et la CIA. Ses dirigeants tels que Casper Weinberger et George Schultz ont été respectivement secrétaire à la Défense et secrétaire d'État sous Reagan. Le cofondateur de Bechtel, John McCone, a dirigé la CIA de 1961 à 1965 au plus fort de la guerre froide.

Kenney n'explique nulle part d'où proviendront ces 10 milliards de dollars, certainement pas de ses poches. Comme ce fut indiqué précédemment, ils sont empruntés à l'oligarchie financière, puis une partie est consacrée au financement de projets d'infrastructure. Cela devient le capital de démarrage pour débiter la construction. Les cartels de construction privés sont financés par l'argent emprunté par le gouvernement, qui comprend une allocation pour un profit généreux. Tout est garanti par le gouvernement, y compris les prix exorbitants que les cartels de construction privés facturent pour mener à bien les projets. Une fois construite, les grandes entreprises privées sont les principaux utilisateurs de l'infrastructure, par exemple les routes, les ponts, l'électricité, pour lesquels elles sont facturées à des « tarifs industriels » concoctés à des tarifs inférieurs.

Les Albertains « sont intimidés et sommés de ne pas s'opposer à cette orientation de l'économie, car elle 'crée des emplois et bâtit l'infrastructure' dont ils ont tant besoin. Mais une nouvelle direction est exactement ce qu'il faut pour que l'économie soit sous le contrôle des travailleurs, pour prévenir des crises récurrentes et résoudre les autres problèmes sociaux. Une nouvelle direction de l'économie interdirait au gouvernement d'emprunter auprès d'institutions privées. Une nouvelle direction permettrait de bâtir, d'entretenir et de gérer les infrastructures publiques avec des entreprises de construction publiques permanentes. Elle garantirait que la valeur des infrastructures est pleinement réalisée par les entreprises publiques et privées qui l'utilisent et la consomment et que cette valeur est réinjectée dans l'économie et non pas retirée par les riches et envoyée dans des paradis fiscaux ou ailleurs[1]. »

Note

1. Lire « [Des programmes de dépenses publiques d'infrastructure pour payer les riches et maintenir le contrôle et les privilèges de classe](#) », K.C. Adams, *LML*, 27 juin 2020



Les actions se poursuivent aux États-Unis

Grève pour la vie des Noirs



Les Teamsters à Brooklyn, New York

« Même avant que la vie de George Floyd ne soit si horriblement prise, le 'normal' dont tout le monde parle ne fonctionnait pas pour nous. Que ce soient les attaques à motivation raciste ou l'obligation d'aller au travail sans équipement de protection ni prime de risque au nom de l'économie, nos vies n'ont pas été valorisées. Nous ne pouvons pas revenir à cela. Nous devons aller de l'avant. »

- Glen Brown, préposé aux fauteuils roulants d'aéroport, j20strikeforblacklives.org

Le 20 juillet, plus de 60 syndicats et organisations de justice sociale ont appelé à une grève des travailleurs essentiels dans les villes des États-Unis. Dans le cadre d'une « grève nationale pour les vies des Noirs », les travailleurs ont quitté leur emploi et sont descendus dans la rue pour exiger que cessent le racisme et l'impunité policière et qu'on ne revienne plus au statu quo. Des dizaines de milliers de personnes occupant des emplois de première ligne dans la santé, les transports, les services alimentaires et d'autres secteurs ont organisé des débrayages et des manifestations tout au long de la journée.

L'appel à l'action se lit comme suit :

« Le moment est venu de transformer notre économie et notre démocratie, mais tant que nous n'aurons pas démantelé le racisme et la suprématie blanche, nous ne pourrons pas gagner la justice économique, climatique ou migratoire. Le 20 juillet, les travailleurs réclament :

« 1. La justice pour les communautés noires, avec une déclaration sans équivoque que la vie des Noirs compte, est une première étape nécessaire pour obtenir justice pour tous les travailleurs. Pour des salaires plus élevés, de meilleurs emplois et des syndicats pour tous, nous devons veiller à ce que les travailleurs noirs puissent se construire un pouvoir économique. Pour gagner la santé pour tous, nous devons remédier aux disparités en matière d'accessibilité et de qualité des soins. La lutte



contre les changements climatiques doit être axée sur les communautés de couleur. Les communautés d'immigrants sont solidaires des travailleurs noirs pour bâtir un pouvoir ensemble. Éducation, logement et justice pénale, la réforme doit commencer par écouter les travailleurs et les dirigeants noirs.

« 2. Les élus et les candidats à tous les niveaux utilisent leur pouvoir exécutif, législatif et réglementaire pour commencer à réécrire les règles et à réinventer notre économie et notre démocratie afin que les communautés noires puissent prospérer. Ils doivent garantir un vote juste et sécuritaire en personne et par courriel afin que chacun puisse participer pleinement à notre démocratie. Alors que nous continuons à lutter contre la pandémie de la COVID-19, nous devons protéger la santé et la sécurité de tous les travailleurs, en renvoyant les gens au travail et dans les espaces publics avec un plan rationnel, sécuritaire et bien géré, conçu avec des travailleurs et des intervenants communautaires.

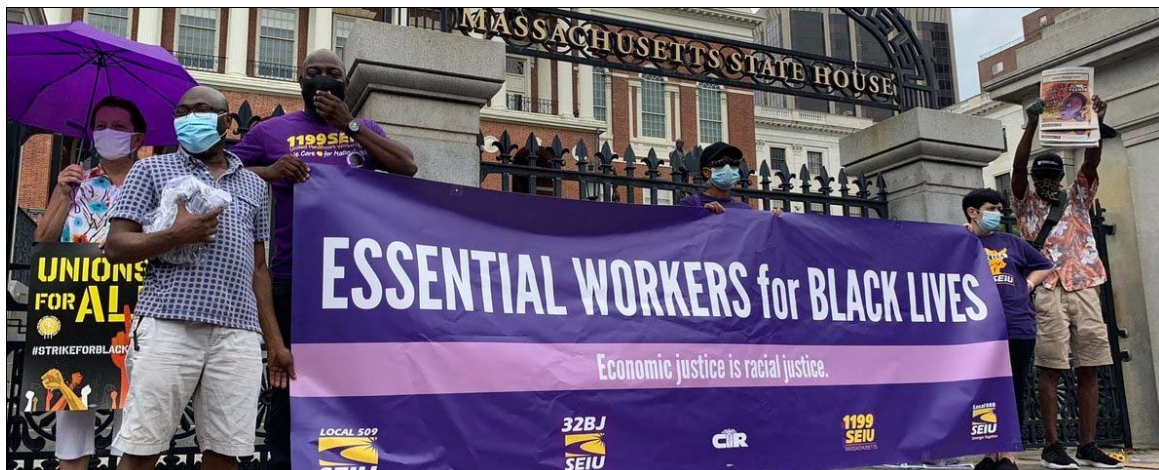
« 3. Les entreprises prennent des mesures immédiates pour démanteler le racisme, la suprématie blanche et l'exploitation économique partout où ils existent, y compris sur nos lieux de travail. Cela inclut les entreprises qui augmentent les salaires, permettent aux travailleurs de former des syndicats, fournissent des soins de santé, des congés de maladie et une couverture de santé étendue aux personnes qui ne sont pas assurées ou ont perdu leur couverture en raison de la perte de leur emploi pendant la pandémie, de l'aide à la garde d'enfants et plus encore, pour perturber le cycle multigénérationnel de pauvreté créé par leurs attaques contre les travailleurs. Les travailleurs doivent disposer d'un équipement de protection individuelle suffisant (EPI) et avoir une voix dans le plan de création de lieux de travail sécuritaires pendant et après la pandémie.

« 4. Chaque travailleur a la possibilité de former un syndicat, quel que soit son lieu de travail. Chaque travailleur en Amérique doit jouir de la liberté découlant de la sécurité économique et de l'égalité des chances. Nous exigeons la mise en oeuvre immédiate d'un salaire minimum de 15 dollars de l'heure, d'une couverture de santé entièrement financée et des congés de maladie payés pour tous. »

En conclusion, les organisateurs déclarent : « Partout aux États-Unis, des ouvriers agricoles, des aides-soignants, des femmes de ménage d'hôtel, des employés d'Uber, des livreurs, des chauffeurs de camion et de bus, des nettoyeurs de cabine d'avion, des employés d'entrepôt d'Amazon, des associés de Walmart, etc., ont quitté leur travail pour exiger la fin de la violence policière contre les Noirs et appellent les entreprises à aller au-delà d'un gazouillis qui dit que la vie des Noirs compte et à prendre des mesures concrètes pour améliorer la vie des Noirs. »

Reportage photo

Massachusetts



Connecticut



Hartford, Connecticut



Edison, New Jersey



Trenton, New Jersey

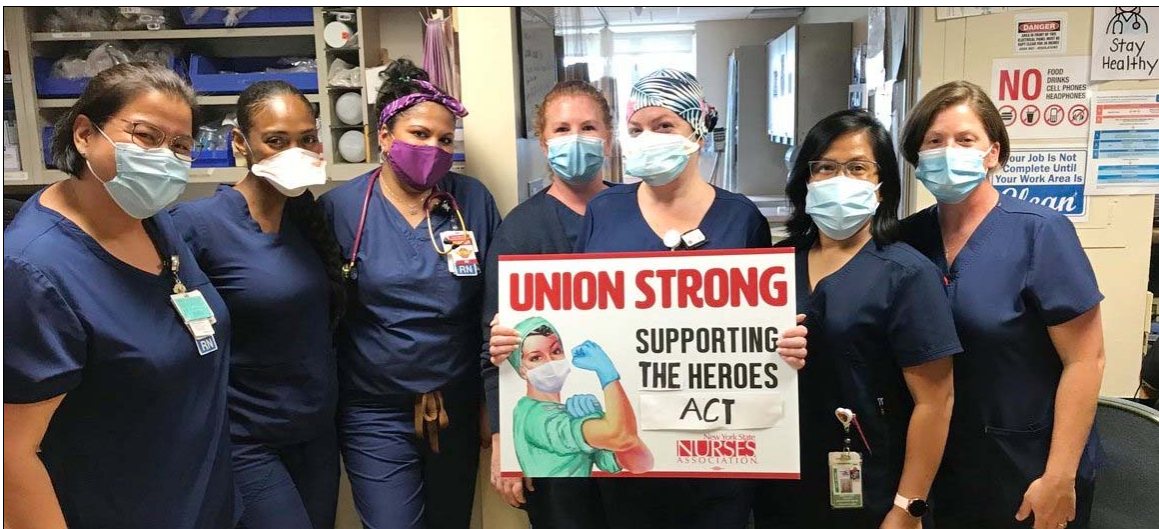


New Jersey



New York, New York





Long Island, New York



Pittsburgh, Pennsylvania



Toledo, Ohio



Washington, DC





Minneapolis, Minnesota



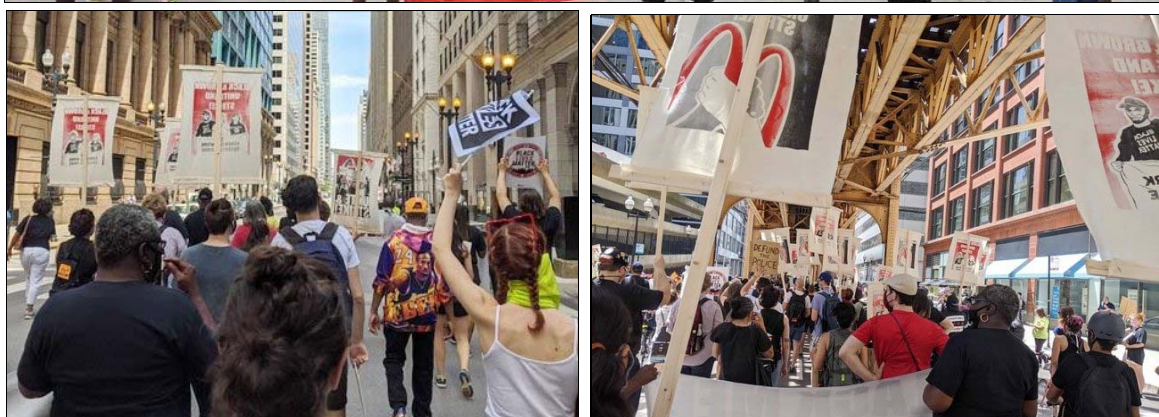
Iowa



Saint-Louis, Missouri



Chicago, Illinois





Détroit, Michigan



Durham, Caroline du Nord



Memphis, Tennessee



Houston, Texas



Oakland, California



Los Angeles, Californie



San Francisco, Californie



Seattle, Washington



Yakima Valley, Washington



(Photos: Teamsters, Teamster locals 1, 813, 350, United Farmworkers, SEIU, SEIU Locals 509, 1, 721, New York Nurses Assn, Greenpeace, AFL-CIO, S. Williamson, EO White, D. Bouscher, A. Azikiwe, B. Karp, IUPAT, Friends of the Earth)



Le conseil municipal d'Asheville en Caroline du Nord vote en faveur de réparations



La demande de réparations peinte sur une rue de Richmond en Virginie en juin 2020

Le 14 juillet, le conseil municipal d'Asheville en Caroline du Nord a adopté une résolution présentant des excuses pour le rôle historique de la ville dans l'esclavage et la discrimination et la violation des droits des Afro-Américains dans la période suivant la fin de l'esclavage, de 1863 jusqu'à aujourd'hui^[1]. Il a aussi demandé des réparations sous forme d'investissements dans les quartiers où les résidents noirs font face à des inégalités (voir la résolution intégrale ci-dessous).

« Les centaines d'années au cours desquelles le sang des Noirs a été versé remplissent la coupe où nous trempions les lèvres aujourd'hui », a dit le conseiller Keith Young, un Afro-Américain et le principal proposeur de la mesure, qui a fait valoir que de déboulonner des statues ne suffisait pas. La résolution du conseil municipal d'Asheville arrive alors que les revendications ne cessent de se faire entendre partout aux États-Unis pour la fin de l'injustice raciale, y compris à Asheville même où des milliers de personnes ont manifesté, appelant à verser aux programmes sociaux les sommes destinées à la police.

L'indemnisation pour l'esclavage est une revendication de longue date partout aux États-Unis et elle a été revigorée par les manifestations nationales à la suite de la mort de George Floyd aux mains de la police.

Résolution en appui à des réparations communautaires pour les Noirs d'Asheville

Attendu que les Noirs ont été injustement réduits à l'esclavage ;

Attendu que les Noirs ont été injustement ségrégés ;

Attendu que les Noirs ont été injustement incarcérés ;

Attendu que les Noirs se sont fait refuser un logement par des pratiques racistes dans le marché privé de l'immobilier, y compris la discrimination économique, le refus d'accès à certains quartiers sur une base discriminatoire, les pressions à vendre au rabais sur la base de la venue possible de voisins « non désirables », le refus d'accorder une hypothèque, la gentrification ;

Attendu que les Noirs se sont fait refuser des logements, ont été déplacés et mal logés en raison de politiques de logement gouvernementales telles les pratiques discriminatoires de l'administration fédérale du logement et des Anciens combattants, du renouveau urbain et d'une panoplie de programmes locaux et fédéraux de logements « abordables » ;

Attendu que les Noirs ont été systématiquement et grandement appauvris en raison de salaires discriminatoires dans tous les secteurs de l'économie locale sans égard à leurs compétences ni à leur expérience ;

Attendu que les Noirs vivent des taux de chômage disproportionnés et ont moins de possibilités de pleinement participer au marché local du travail ;

Attendu que les Noirs ont été systématiquement exclus du développement économique privé passé et actuel et des investissements communautaires et que, par conséquent, les entreprises appartenant aux Noirs n'ont pas bénéficié de ces investissements ;

Attendu que les Noirs ont été ségrégués de l'éducation régulière et des programmes scolaires actuels tels les programmes de cours de base, de placement avancé et spécialisé, et de diplômés ;

Attendu que les étudiants noirs font face au manque d'accès à l'éducation reflété dans les taux d'admission, de rétention et de graduation à tous les niveaux du système d'éducation du WNC et en raison de pratiques disciplinaires discriminatoires ;

Attendu que les Noirs, par le passé et présentement, ont accès à un système de santé inadéquat sinon nocif, comme en témoignent les taux disproportionnés de morbidité et de mortalité qui sont les conséquences de traumatismes intergénérationnels dus au racisme systémique, au traitement discriminatoire par les professionnels médicaux et aux pratiques médicales discriminatoires telles que les stérilisations forcées, le manque de tests adéquats, le manque de mesures de prévention et curatives ;

Attendu que les Noirs ont été injustement ciblés par des mesures policières et le système de justice, incarcérés à des taux disproportionnés et éventuellement exclus de la participation intégrale aux bienfaits de la citoyenneté, y compris la participation aux élections, à l'emploi, au logement et aux soins de santé ;

Attendu que les Noirs ont de façon disproportionnée été forcés d'habiter dans ou près de zones brunes ou autres sites toxiques qui ont un impact négatif sur leur santé et leur propriété ;

Attendu que les Noirs ont souffert de façon disproportionnée du manque de services alimentaires et de garderies ;

Attendu que le racisme systémique a été engendré au cours de plusieurs siècles et qu'il ne pourra être démantelé de sitôt ;

Attendu que les gouvernements d'États et fédéraux ont la responsabilité d'adopter des programmes, politiques et financements liés aux réparations ;

Il est résolu par le conseil municipal de la ville d'Asheville que :

Le conseil municipal de la ville d'Asheville :

(1) s'excuse et fait amende honorable pour sa participation et son acceptation de la mise en esclavage de Noirs ;

(2) s'excuse et fait amende honorable pour ses mesures de ségrégation et toutes pratiques discriminatoires connexes ;

(3) s'excuse et fait amende honorable pour la mise en oeuvre d'un programme de renouveau urbain qui a détruit de nombreuses communautés noires florissantes ;

(4) exhorte les autres organisations et institutions d'Asheville qui se sont basées sur l'inégalité raciale et en ont bénéficié de se joindre à la ville pour offrir leurs excuses et les invite à confronter le racisme au sein de leurs propres structures et programmes et de travailler avec la ville pour mieux et pleinement traiter du racisme systémique ;

(5) exhorte l'État de la Caroline du Nord et le gouvernement fédéral à développer des politiques et à fournir le financement pour les indemnisations au niveau de l'État et national ;

(6) demande au directeur municipal de mettre en place un processus dans l'année qui vient visant à développer des recommandations à court, moyen et long terme qui cherchent à résoudre la question du transfert intergénérationnel de la richesse et à rehausser la mobilité et l'opportunité économiques dans la communauté noire ;

(7) appuie entièrement son département de l'équité, son personnel et son travail, et encourage le directeur municipal à se servir de ces talents dans l'élaboration de politiques et de programmes pour établir la création d'un transfert intergénérationnel de richesse et pour traiter de la question des indemnisations dans la communauté noire tel que ci-haut mentionné ;

(8) cherche à mettre sur pied dans l'année qui vient une nouvelle commission habilitée à faire des recommandations à court, moyen et long terme qui faciliteront la tâche d'établir des réparations pour les torts dus au racisme systémique public et privé. D'autres organisations communautaires gouvernementales locales peuvent aussi être invitées à être représentées au sein de la commission. Le mandat de la Commission des réparations communautaires est de publier un rapport dans un délai convenable à l'intention de la municipalité et d'autres groupes communautaires participants pour qu'ils puissent l'intégrer dans leurs priorités et plans respectifs à court et à long terme. La reddition de compte dans la quête d'équité sera contrôlée par les bureaux appropriés. Le rapport et les priorités budgétaires et programmatiques pourraient comprendre, mais non exclusivement, des mesures pour augmenter la propriété d'entreprises par les minorités et les possibilités de carrières, les stratégies de capital et de transfert intergénérationnel de la richesse, permettant un plus grand accès aux soins de santé, à l'éducation, aux emplois et aux salaires, à la sécurité dans les quartiers et à l'équité au sein du système pénal ;

(9) exhorte le directeur municipal à donner minimalement un compte-rendu semestriel au conseil municipal sur le progrès des travaux à la suite de cette résolution.

Lue, approuvée et adoptée en ce 14 juillet 2020

Note

1. Asheville est située dans le comté de Buncombe. Selon le recensement de 1860, le comté de Buncombe avait 1 907 personnes tenues en esclavage qui étaient la « propriété » de 283 esclavagistes, dont 54 étaient propriétaires de 10 ou plus de personnes tenues en esclavage.

Le nombre de personnes tenues en esclavage en Caroline du Nord a augmenté de 100 783 en 1790 à 351 059 en 1860, environ le tiers de la population de cet État. Le pourcentage de la population tenue en esclavage variait d'un comté à l'autre. Il y avait 19 comtés en 1860 où les populations esclaves étaient supérieures à la population de Blancs. Ces comtés étaient des régions agricoles produisant du coton, du tabac, du riz et des magasins d'approvisionnement naval tandis que les plantations et fermes plus importantes étaient sur les plaines côtières, le Piedmont, et les comtés à la frontière de la Virginie.

La ségrégation a été une pratique légale jusqu'en 1960 pour les peuples autochtones de la Caroline du Nord et 1970 pour la population des Noirs.

(Sources : New York Times, Mountain Xpress, Wikipedia, www.ncpedia.org. Photos : Shots from Richmond)



Des mesures de réparation sont adoptées en Californie, à Rhode Island et dans l'Illinois

Californie

En juin dernier, en Californie, un projet de loi créant un groupe de travail chargé de formuler des propositions de réparation pour les Afro-Américains a été adopté à l'assemblée législative de l'État et est présentement en examen au Sénat. Le résumé du projet de loi du conseiller législatif se lit comme suit :

« La loi en vigueur demande aux régents de l'Université de Californie de réunir un colloque de chercheurs pour rédiger une proposition de recherche afin d'analyser les avantages économiques de l'esclavage qui reviennent aux propriétaires et aux entreprises, y compris les compagnies d'assurance et leurs filiales, qui ont bénéficié de ces avantages, et faire des recommandations à l'assemblée législative à partir de ces conclusions.

« La loi existante oblige le commissaire aux assurances à demander et à obtenir des informations auprès des assureurs agréés et exerçant leurs activités dans cet État concernant tout registre des polices d'assurance des esclavagistes émises par leurs prédécesseurs à l'époque de l'esclavage. La loi existante oblige les assureurs à effectuer des recherches et à faire rapport au commissaire sur les polices d'assurance qui couvraient les blessures ou le décès de personnes asservies.

« Ce projet de loi créerait le Groupe de travail pour étudier et formuler des propositions de réparation pour les Afro-Américains, les Américains qui sont les descendants de personnes asservies aux États-Unis, composé de huit membres, nommés selon les dispositions du projet de loi. Le projet de loi confierait au Groupe de travail la tâche, entre autres, d'identifier, de compiler et de synthétiser le corpus pertinent de preuves de l'institution de l'esclavage qui existait aux États-Unis et dans les colonies. Le projet de loi chargerait le Groupe de travail de recommander, entre autres, la forme de compensation devant être octroyée, les instruments par lesquels elle doit être accordée et qui devrait être admissible. Le projet de loi chargerait le Groupe de travail de soumettre un rapport écrit de ses conclusions et recommandations à l'assemblée législative. Le projet de loi autoriserait le remboursement des dépenses uniquement dans la mesure où un crédit est prévu dans la loi sur le budget. Le projet de loi indiquerait que les réparations autorisées au niveau de l'État en vertu de ces dispositions ne doivent pas être considérées comme remplaçant les réparations édictées au niveau fédéral. Le projet de loi abrogerait ces dispositions le 1er juillet 2023. »



Rhode Island

À Providence, à Rhode Island, le maire Jorge Elorza a signé un décret le 15 juillet instituant un « processus de vérité et réparation ». Le *Providence Journal* rapporte : « Le processus de Providence, a déclaré Elorza, commencera avec des rencontres entre les membres de son administration et un groupe de conseillers afro-américains avec des sociétés historiques et des chercheurs pour formuler un plan pour établir le rôle de l'État au fil de l'histoire dans l'institution de l'esclavage, le génocide des peuples autochtones, l'assimilation forcée et la saisie de leurs terres.

L'histoire pourrait être partagée par des méthodes telles que des expositions, des conversations communautaires et des conférenciers invités, a-t-il dit.

« Les dirigeants de la ville examineront également les lois municipales et étatiques dans le cadre de ce processus, en particulier celles qui entraînent une discrimination envers les Noirs et les Autochtones dans les secteurs public et privé, selon la ville.

« La ville s'engagera ensuite dans une large conversation communautaire sur l'histoire de l'État et la manière dont les injustices historiques et le racisme systémique continuent d'affecter la société aujourd'hui.

« La dernière étape du processus sera de déterminer la forme que prendront les réparations. »

Illinois

Dans l'Illinois, le processus de réparations a commencé en 2019. Sur le site Web de la ville d'Evanston, on lit :

« Le processus de planification des réparations de la ville d'Evanston a commencé en juin 2019 après l'adoption par le conseil municipal d'une résolution affirmant l'engagement de la ville à mettre fin au racisme structurel et à réaliser l'équité raciale. La Commission d'équité et d'habilitation du conseil municipal a tenu deux réunions communautaires pour recueillir les commentaires du public sur les réparations en juillet et a résumé les commentaires et les recommandations dans un rapport au conseil municipal. En septembre, le conseil a accepté le rapport de la Commission d'équité et d'habilitation et a autorisé la création d'un sous-comité du conseil municipal pour entamer le processus de planification.

« En novembre, un fonds de réparation a été créé et une résolution a été adoptée dans le cadre du budget 2020 de la ville. Le conseil municipal s'est engagé à utiliser les recettes fiscales provenant des ventes de cannabis récréatif pour soutenir les réparations à Evanston.

« À la suite de l'adoption du budget 2020 par le conseil municipal, l'échevin Robin Rue Simmons a présidé une réunion à l'hôtel de ville sur les réparations à la First Church of God à Evanston le 11 décembre. L'acteur, la personnalité humanitaire et l'ambassadeur de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine de l'ONU, Danny Glover, était le conférencier principal. Des représentants de la Commission nationale afro-américaine des réparations (NAARC) y ont également participé. »

Journée de rage contre l'annexion de la terre palestinienne

Actions vigoureuses à Windsor



Le 18 juillet, les jeunes et les étudiants de Windsor ont tenu une journée de rage organisée pour s'opposer à toutes les tentatives d'éteindre les droits du peuple palestinien que ce soit par l'annexion ou par ce qu'on appelle la « négociation ».

Environ 75 personnes se sont rassemblées sur le bord de la rivière, puis ont défilé, scandant des slogans, à travers le centre-ville jusqu'à la place de l'hôtel de ville pour entendre des discours.

Quatre activistes se sont adressés à la foule, chacun mettant l'accent sur différents aspects de la lutte pour les droits humains palestiniens. Un organisateur du Groupe de solidarité palestinienne de l'Université de Windsor a d'abord parlé en expliquant comment les tentatives israéliennes d'annexer unilatéralement encore plus de territoire palestinien qu'Israël a déjà saisi mettent fin à toute prétention qu'une solution à deux États est possible. Il a affirmé que même si cela ne semble pas encore évident, cela ouvre la porte à la seule solution démocratique, qui est un État avec des droits égaux pour tous et toutes.



Une jeune activiste a rejeté les tentatives de criminaliser l'appui aux droits du peuple palestinien et l'a fait dans le contexte de l'opposition au colonialisme au Canada contre les peuples autochtones et les minorités nationales. Elle a également condamné la criminalité de l'occupant israélien qui qualifie les personnes dépossédées de leurs terres de terroristes et de menaces. Pendant ce temps, les responsables de la dépossession et de l'occupation prétendent agir en légitime défense et dans l'intérêt de la « sécurité ».

Une activiste du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a fait remarquer que les États israélien et canadien entretiennent depuis longtemps des liens économiques, politiques et liés à la sécurité et que ceux-ci doivent être rompus pour que le Canada puisse contribuer à la paix au Moyen-Orient. Elle a salué l'initiative de la jeunesse d'appeler ce rassemblement en notant qu'une nouvelle génération de jeunes anti-impérialistes qui parlent et agissent pour eux-mêmes est la preuve que le projet colonial de l'État israélien ne réussira pas et que la mémoire du peuple palestinien ne peut pas être éteinte. Elle a appelé tout le monde à s'opposer à toute tentative de criminaliser l'opposition à la violence de l'État israélien en la qualifiant d'antisémite, ce que font les gouvernements du Canada à tous les niveaux.



Le dernier orateur, un activiste du Mouvement étudiant révolutionnaire, a expliqué que leur porte d'entrée à l'activisme politique a été leur participation au travail de défense des droits humains des Palestiniens à l'Université de Windsor. Les membres du groupe ont remarqué que plusieurs activistes avec lesquels ils travaillaient et avec lesquels ils se tenaient côte à côte étaient d'origine palestinienne, ce qui les a incités à s'impliquer à prendre la parole et à lutter activement contre l'injustice.

Vancouver solidaire avec la Palestine



Le dimanche 12 juillet, des organisations étudiantes de Vancouver, dont Solidarité pour les droits humains des Palestiniens de l'Université de la Colombie-Britannique (SPHR UBC), Voix juives indépendantes de l'Université de la Colombie-Britannique, l'Association des étudiants arabes et Alliés de Vancouver ont organisé une manifestation devant le Musée des beaux-arts de Vancouver dans le cadre de la « Journée mondiale de rage » contre l'annexion israélienne de la Cisjordanie palestinienne occupée. Plusieurs autres organisations ont participé à la manifestation, dont le Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers politiques, Sulong UBC (une organisation étudiante philippine démocratique nationale), l'Association Canada-Palestine et BDS Vancouver.

Les orateurs ont souligné la nature colonisatrice de l'État d'Israël et du projet sioniste, soulignant les similitudes avec le colonialisme au Canada et le génocide des nations autochtones ainsi que les nombreuses décennies de complicité entre le gouvernement canadien et le colonialisme sioniste en Palestine. Les manifestants ont fait valoir qu'ils font partie du mouvement mondial contre le racisme et l'oppression. Ils ont exigé que cesse l'appui du gouvernement canadien à l'occupation, à l'apartheid, au colonialisme et au génocide israéliens.

Ils ont uni leurs voix dans des chants entraînants pour la justice et la libération de la Palestine, brandissant des drapeaux palestiniens et des pancartes dénonçant l'annexion.

Au nom de Sulong UBC, Lara Maestro a exprimé sa solidarité avec les prisonniers étudiants palestiniens dans les prisons israéliennes, et a souligné la situation de Mays Abu Ghosh, Tareq Mattar et Layan Kayed. Elle a parlé de la solidarité soutenue entre les mouvements de libération en Palestine et ceux des Philippines, montrant les similitudes entre le régime de Netanyahu en Israël et celui de Duterte aux Philippines.



Les orateurs représentant SPHR UBC ont parlé de l'identité palestinienne, des efforts d'organisation et de résistance à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine qui continuent, malgré les 70 ans de la Nakba, sans oublier la résistance continue. Le porte-parole d'Independent Jewish

Voices a souligné qu'Israël est un projet colonial et a insisté sur l'appui à la résistance palestinienne et autochtone.

Charlotte Kates, la coordonnatrice internationale de Samidoun, a parlé plus particulièrement de la situation des prisonniers politiques palestiniens, y compris le recours répandu à la torture par les interrogateurs israéliens, l'arrestation et l'incarcération d'enfants palestiniens et le fait de cibler les étudiants palestiniens.

Elle a fait valoir le caractère anti-impérialiste et de portée mondiale de la lutte palestinienne et l'importance d'être solidaires et de lutter ensemble avec tous les mouvements qui combattent le racisme, l'impérialisme et l'oppression. Elle a terminé en scandant : « De la rivière à l'océan, la Palestine sera libre ! »

Au nom de l'Association Canada-Palestine et BDS Vancouver, Alan Roberts a souligné la complicité continue du gouvernement canadien dans les crimes israéliens, a exprimé sa solidarité avec le mouvement de libération des Noirs et les luttes autochtones et a appelé au boycottage d'entreprises israéliennes ou liées à Israël.

L'événement s'est terminé avec des prestations culturelles, rendant hommage à la détermination de la résistance culturelle palestinienne. Malak Musik a fait une prestation de chansons nationales palestiniennes et les poètes Diana et Luay ont fait revivre l'expérience, l'identité et la lutte continue de la Palestine.

La manifestation a suivi l'exemple d'un piquetage organisé le 26 juin par l'Association Canada-Palestine et BDS Vancouver en dressant un piquetage à l'heure de pointe à l'intersection de Broadway et de Clark à Vancouver, brandissant de grandes pancartes, des bannières et des drapeaux palestiniens, scandant et dénonçant l'annexion israélienne et exigeant justice et libération pour la Palestine.

Le Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers politiques a appelé à la poursuite des Journées de Résistance par des actions entre le 7 et le 9 août dans les villes et les communautés partout dans le monde.



(Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers politiques, 12 juillet 2020. Photos : Samidoun)



La bataille pour la démocratie en Bolivie

Cuba met sa clinique de La Paz à la disposition du peuple bolivien

- Ministère des Relations extérieures de Cuba -

Les autorités boliviennes de facto ont annoncé publiquement dans l'après-midi du 21 juillet que le bâtiment connu sous le nom de « Clinique du coopérant », propriété de la République de Cuba, qui fut violemment perquisitionnée par les autorités policières le 15 novembre 2019, serait utilisée dans les prochains jours pour apporter des soins aux citoyens boliviens malades de COVID-19.

Cette décision unilatérale présentée comme un acte humanitaire constitue une violation des droits de la République de Cuba en tant que propriétaire légal des biens susmentionnés. Elle est précédée par le mépris des normes du Droit international et la campagne incessante de mensonges et de distorsions contre Cuba, en particulier contre la coopération médicale que notre pays a fournie en Bolivie, campagne que notre ministère a dénoncée dans sa déclaration du 25 janvier 2020.



Il convient de rappeler qu'en novembre 2019, les autorités boliviennes, avec le concours et le soutien de l'ambassade des États-Unis à La Paz, avaient arrêté plusieurs coopérants cubains du secteur de la santé sous de fausses accusations et procédé à des perquisitions et des saisies dans leur domicile, tout en incitant publiquement à la violence contre notre personnel de santé. Cette campagne s'est poursuivie et a été utilisée à des fins électorales internes.

Les locaux occupés par la Clinique du coopérant ont été achetés et agrandis par l'État cubain, dans le strict respect de la législation bolivienne. La clinique est sise au N° 163 à l'angle des rues 22 et Enrique Herson, dans le quartier Achumani de la ville de La Paz. Conformément à la Résolution 0410 du 4 avril 2007 du ministère bolivien de la Santé, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi N° 3351 du 21 février 2006, ce ministère a autorisé le fonctionnement du centre de soins pour les professionnels cubains travaillant dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

La clinique comprend une maison de deux étages et un bâtiment de trois étages. Ce petit établissement compte 13 lits d'hôpital, dont 6 pour les patients hospitalisés, 4 pour l'observation et 3 pour les soins intensifs. Elle a été l'un des 158 établissements de santé où, en vertu de l'Accord de coopération scientifique et technique dans le domaine de la santé conclu en 1985 entre les gouvernements de Cuba et de Bolivie, et de ses mises à jour ultérieures, 18 015 professionnels de la santé cubains ont offert au peuple frère de ce pays 73 557 935 consultations médicales, effectué 1 533 016 opérations chirurgicales dont 727 138 en ophtalmologie, et procédé à 60 792 accouchements. Grâce à cette collaboration, 5 184 jeunes Boliviens ont également obtenu leur diplôme de médecine dans notre pays.

En Bolivie, notre personnel de la santé a fourni des services dans 34 hôpitaux communautaires intégraux, 119 centres communautaires intégraux et 5 centres d'ophtalmologie répartis dans les 9 départements, 28 provinces et 42 municipalités du pays.

À la suite de cette perquisition, les autorités boliviennes ont arbitrairement empêché le personnel de l'ambassade cubaine d'accéder à la Clinique du coopérant.

Le gouvernement cubain a exigé la restitution immédiate de ses droits en tant que propriétaire légitime des biens susmentionnés, par le biais des notes diplomatiques numéro 1079/20 et numéro 26/20 du 18 juin 2020 du ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, datées respectivement du 13 avril 2020 et du 18 juin 2020, de l'ambassade de Cuba à La Paz, sans avoir obtenu de réponse.

Nous avons suivi avec attention le moment tragique que traverse le peuple frère de Bolivie, traumatisé par les plus de soixante mille personnes infectées et plus de deux mille morts par le virus SARS-COV-2-COVID-19, selon les données officielles. Le système de santé bolivien n'a pas été en mesure de faire face efficacement à cette pandémie, ce qui l'a placé au bord de l'effondrement. Malheureusement, des médecins et des travailleurs de la santé ont été infectés et sont décédés, parmi lesquels plusieurs jeunes diplômés boliviens de l'École latino-américaine de médecine (ELAM) à Cuba, qui ont accompli leur devoir avec dignité.

Dans ce contexte, de nombreuses organisations et citoyens boliviens se sont rendus à Cuba, tant à titre public que privé, pour demander le soutien du personnel de santé cubain et des médicaments qui ont prouvé leur efficacité sur les patients infectés par le virus. Beaucoup se sont souvenus de la contribution qu'aurait apportée la présence de la brigade médicale cubaine qui assurait des services en Bolivie avant le coup d'État.

Le généreux peuple cubain ne renonce nullement à sa vocation altruiste. Conscient que la lutte contre la pandémie de COVID-19 exige des efforts urgents et conjoints de coopération et de solidarité et, sans renoncer à la propriété de la Clinique du coopérant et aux droits qui lui appartiennent en tant que propriétaire légitime, le gouvernement cubain met provisoirement la clinique à la disposition du peuple frère de Bolivie pour aider les personnes malades de la COVID-19 tant que durera la situation de crise générée par cette pandémie dans ce pays.

La Havane, le 23 juillet 2020

Les forces populaires luttent pour leurs droits démocratiques

- Margaret Villamizar -



Manifestation à La Paz le 14 juillet 2020

Les travailleurs, les femmes et les peuples autochtones et leurs organisations ainsi que d'autres mouvements sociaux sont retournés dans la rue pour exiger la fin de la destruction causée par le

gouvernement putschiste et le droit d'élire un président et un gouvernement de leur choix dans les plus brefs délais. Des manifestations ont lieu en particulier dans les endroits où les travailleurs ont des traditions de combat, comme Cochabamba et El Alto, une banlieue de la capitale La Paz.

Au cours des neuf derniers mois, le gouvernement putschiste de la présidente autoproclamée Jeanine Anez a été occupé à gouverner par décret, à démanteler des projets nationaux de longue date et des programmes sociaux publics initiés par les gouvernements précédents du Mouvement pour le socialisme - Instrument politique pour la souveraineté des peuples (MAS-IPSP) dirigé par le président Evo Morales. Il s'affaire également à persécuter et exercer une revanche contre les dirigeants, les membres et les partisans du MAS-IPSP. Il a supprimé la politique étrangère fièrement indépendante de l'État plurinational de la Bolivie pour aligner le pays sur les objectifs hégémoniques de ses maîtres américains sur le pays et la région. Il a consciencieusement rejoint le Groupe de Lima et la campagne infructueuse des États-Unis pour faire au Venezuela ce qu'ils venaient de faire à la Bolivie. Il s'est retiré de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique - Traité de commerce entre les peuples (ALBA-TCP), a expulsé la mission médicale cubaine du pays au pire moment possible et a suspendu les relations diplomatiques avec Cuba.

Il a été également révélé récemment que le gouvernement putschiste avait obtenu en avril un prêt « d'urgence » de 327 millions de dollars du Fonds monétaire international (FMI) censé l'aider à faire face à la COVID-19 pour couvrir les frais médicaux et soutenir les plus vulnérables. L'argent, distribué par l'Instrument de financement rapide du FMI était assorti d'une série de conditions qui engagent la Bolivie à réduire considérablement les dépenses publiques et à faire preuve de « flexibilité » (c'est-à-dire dévaluer) face à la devise du pays – un ensemble de mesures sévères similaires à celles convenues par le gouvernement néolibéral de Mauricio Macri qui, en 2018, a fait dégringoler l'économie argentine et a laissé de larges pans de la population sans emploi et sans ressources. Le prêt du FMI qui a déjà été déposé à la banque centrale de la Bolivie a été obtenu illégalement, sans l'approbation de l'Assemblée législative comme l'exige la constitution bolivienne. Ce n'est que maintenant, après coup, et avec l'émission de « bons de santé » équivalents à environ 70 dollars US alloués aux membres les plus vulnérables de la société bolivienne acculés au pied du mur que l'Assemblée législative a été approchée- ou plutôt a subi un chantage – pour donner sa bénédiction à l'odieux accord. Reste à voir comment la législature dans laquelle le MAS-IPSP détient les deux tiers des sièges réagira. La corruption liée à l'utilisation de ces fonds commence également à se faire jour.

Les manifestations reprennent en Bolivie



La Paz, 8 juillet 2020

De mars à juin, ce sont principalement des médecins et d'autres employés d'hôpitaux qui ont manifesté dans les rues, bloquant la circulation dans les grandes villes pour appuyer leurs demandes que le gouvernement putschiste leur fournisse l'équipement nécessaire pour se protéger et pour soigner et sauver les vies du nombre croissant de patients atteints de la COVID-19 qui sont traités dans des hôpitaux sous-financés et en manque d'effectifs. Associated Press a rapporté le 8 juillet que 50 % des médecins boliviens avaient contracté le virus.

La première grande manifestation depuis que la pandémie a frappé a eu lieu le 8 juillet à La Paz, où des enseignants rejoints par des élèves et des parents ont organisé une manifestation militante pour exiger la gratuité de l'éducation pour tous et dénoncer le programme de privatisation de facto de l'éducation par le gouvernement et en particulier l'état déplorable de l'éducation dans les régions rurales. Beaucoup ont exprimé leur colère face au projet du ministère de l'Éducation de continuer à dispenser des cours en ligne pendant un certain temps seulement, même si les familles rurales n'ont souvent pas accès à l'Internet et aux appareils de haute technologie coûteux nécessaires pour que leurs enfants puissent participer à des cours virtuels: ils seront simplement laissés pour compte. La réponse de la dictature a été de tirer des gaz lacrymogènes sur les manifestants.

Puis, le 14 juillet, des milliers de travailleurs syndiqués et de membres de mouvements sociaux ont défilé ensemble pour dénoncer la corruption et la destruction antisociale du gouvernement putschiste, le manque de médicaments pour la population et pour exiger qu'il n'y ait plus de report des élections générales prévues pour le 6 septembre.

Des élections reportées et la guerre judiciaire

Une élection générale initialement prévue pour le 3 mai a été reportée au 6 septembre et a de nouveau été reportée au 18 octobre, à la suite d'un consensus atteint par les factions politiques du pays, selon le Tribunal électoral suprême. Quelques heures avant l'annonce du dernier report, Evo Morales a déclaré depuis l'Argentine où il vit en exil qu'un autre délai serait contraire aux intérêts du peuple, prolongeant l'ingouvernabilité et la crise économique qui ravage le pays alors que la pandémie devient incontrôlable. Il a déclaré que cela ne servirait qu'à donner plus de temps aux forces du coup d'État pour poursuivre leur persécution des dirigeants sociaux et des candidats du MAS-IPSP juste au moment où le candidat du parti à la présidence, Luis Arce, mène dans les sondages.

Le retard donnera également au gouvernement putschiste plus de temps pour contraindre le tribunal électoral à accepter une autre de ses principales revendications : que le statut légal du MAS-IPSP soit supprimé, de sorte que ses candidats ne puissent pas se présenter aux élections – un moyen d'empêcher une victoire pour son candidat à la présidentielle qui est également accusé de tort d'avoir violé la Loi électorale. En réponse, le MAS-IPSP a publié le 19 juillet un communiqué condamnant « dans les termes les plus forts possible les tentatives de certains hommes politiques qui veulent réaliser, par l'interdiction de notre instrument politique, ce qu'ils ne peuvent pas réaliser aux urnes ». Il a annoncé que le MAS-IPSP s'était déclaré en état d'urgence face à cette nouvelle tentative d'interdiction du parti et de ses candidats et qu'il intenterait une action en justice pour sa propre défense. « Ensemble avec le peuple bolivien et avec la vérité à l'avant-plan, nous défendrons la démocratie, la paix et la justice sociale », a dit le communiqué en conclusion.

Il faut s'attendre à ce que Anez et sa bande continuent de comploter pour éviter indéfiniment la tenue des élections et pour empêcher le MAS-IPSP de se présenter si et quand les élections ont lieu, afin de consolider leur coup d'État. Ils se livrent aux mêmes sales manipulations juridiques, souvent qualifiées de guerre judiciaire contre les responsables, les membres et les partisans du MAS-IPSP qui ont aussi été utilisées contre les anciens présidents Lula da Silva du Brésil et Rafael Correa et d'autres en Équateur. Tous font l'objet de fausses accusations criminelles et de diffamations virulentes, certains étant déjà emprisonnés sans preuve pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. Sept anciens ministres et fonctionnaires du MAS-IPSP auxquels le Mexique a

accordé l'asile il y a des mois ont été contraints de passer les huit derniers mois à l'intérieur de l'ambassade du Mexique à La Paz en tant que prisonniers virtuels. Ils sont menacés d'arrestation s'ils sortent à l'extérieur, ce qui constitue une violation grossière des normes diplomatiques et des conventions internationales des droits humains qui exigent le passage sécuritaire pour les demandeurs d'asile qui quittent la mission diplomatique d'un pays leur ayant offert l'asile, afin qu'ils puissent se rendre dans ce pays.

Perspectives à venir



La Paz, 14 juillet 2020

Tout indique que les impérialistes américains ne sont pas disposés à accepter que les Boliviens élisent un président qui se présentera avec un programme visant à renverser la direction antinationale, antisociale et le racisme organisé par l'État qu'ils ont jusqu'à présent réussi à imposer en Bolivie par la fraude et la force. Si les forces populaires et leurs candidats remportent à nouveau les élections, pourront-ils prendre leurs fonctions et gouverner sur la base de ce programme ? Le tigre américain est-il susceptible de changer ses rayures ? Qu'en est-il aussi de l'oligarchie bolivienne raciste et violente ? Ou encore de la police et de l'armée commandées par des éléments non patriotiques formés et soudoyés par l'impérialisme américain pour servir d'instrument de répression violente contre tous ceux qui ont résisté au coup d'État de l'année dernière ?

Tout ce qui se passe aujourd'hui en Bolivie confirme que le mépris de l'état de droit, des normes diplomatiques et des droits des nations et des peuples souverains est la marque de commerce de l'impérialisme américain, de ses complices et de ceux qui pratiquent l'apaisement envers lui. Au-delà de simplement espérer gagner une élection douteuse qui ne sera peut-être jamais autorisée à se dérouler, le peuple bolivien est sûr de tirer parti de son expérience et des leçons apprises pour s'organiser afin de faire face à tout ce qui l'attend dans la lutte pour ses droits démocratiques et pour défendre les gains qu'il a réalisés au cours des 14 dernières années. Il a des traditions de combat et un riche héritage de luttes anticoloniales, anti-impérialistes et révolutionnaires qui remontent à des siècles pour l'inspirer alors qu'il cherche à s'organiser pour lutter pour sa liberté, son indépendance et ses droits dans les conditions d'aujourd'hui, en gardant l'initiative dans ses mains. Pour tout cela, il mérite le plein appui de la classe ouvrière et du peuple canadien et québécois.



Les travailleurs de toutes les industries et de tous les secteurs continuent de manifester contre Áñez et pour la protection des droits sociaux créés sous le gouvernement de Morales.



Les femmes autochtones ont été à l'avant-garde de la lutte pour restaurer la démocratie en Bolivie.



Luis Arce, candidat présidentiel du MAS-IPSP aux prochaines élections, et David Choquehuanca, candidat à la vice-présidence. Ils mènent dans tous les sondages jusqu'à présent.

(Sources : teleSUR, Nodal, Boya News - Photos : TeleSUR, F. Morales)

Importants anniversaires

**« Moncada nous a enseigné comment transformer
nos revers en victoires »**

- Fidel Castro -



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

L'auteur de l'article qui suit est Fidel Soldado de l'équipe de rédaction de Las Ideas. L'article a été publié dans Cubadebate le 20 juillet 2020.



Fidel Castro, le 26 juillet 2003 à Santiago de Cuba à l'occasion de la commémoration du 50e anniversaire des attaques des casernes de Moncada.

Dans sept jours, 67 années du début d'une lutte seront commémorées. « Ce n'était pas la fin, mais le commencement », a dit une fois Fidel Castro. **Le 26 juillet est et demeurera l'une des pages les plus importantes de l'histoire cubaine. Sous la direction de Fidel, les attaques contre les casernes de Moncada et de Carlos Manuel de Cespedes ont ébranlé la dictature de Batista jusque dans ses fondements.**

Ce jour-là, lorsque tout le monde était prêt, le manifeste de Moncada, écrit par le jeune poète Raul Gomez Garcia, suivant les conseils de Fidel, a été lu tout haut. Gomez Garcia a lu son poème « Nous sommes déjà au combat » et **Fidel a brièvement exhorté les participants :**

« Vous pourrez vaincre dans quelques heures ou être vaincus, mais de toute façon - écoutez bien, camarades ! - de toute façon ce mouvement triomphera. Si vous vainquez demain, ce à quoi aspirait Martí se fera plus vite. Si le contraire se passait, votre geste

servira d'exemple au peuple cubain pour prendre le drapeau et aller de l'avant. »

La victoire allait se produire quelques années plus tard, lorsque les Barbus, dirigés par Fidel, sont descendus victorieux du Sierra Maestra le 1er janvier 1959.

Cubadebate et le site web *Fidel Soldado de las Ideas* proposent aujourd'hui de retracer le parcours de cette date historique, par la voix des discours que le Commandant en chef a donnés lors de diverses célébrations du 26 juillet.



Fidel Castro le 26 juillet 2003 à Santiago de Cuba à l'occasion de la commémoration du 50e anniversaire des attaques des casernes de Moncada

Au moment du triomphe de la révolution le 26 juillet 1959, devant un rassemblement de paysans, Fidel a dit :

« En l'apercevant aujourd'hui, en voyant le sommet élevé où nous avons planté notre drapeau, j'étais si heureux que j'ai vu dans l'espace de cette minute tous les sacrifices que nous avons faits et tous les sacrifices que nous devons faire à l'avenir, récompensés. »

Un an plus tard, se rappelant cette même journée, dans les contreforts de Mercedes de la Sierra Maestra, il a évoqué :

« (...) le 26 juillet et Sierra Maestra ; ce sont deux noms qui doivent éveiller de vifs sentiments dans le coeur de chacun de nous. »

« Ainsi, ce 26 juillet a été pour nous l'instant où quand une lutte semble se terminer, lorsque l'effort pour entreprendre la lutte pour la libération de notre peuple semblait atteindre son apogée, **ce n'était pas la fin, mais le commencement.** »

« Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et en revanche, le souvenir de ce tout premier 26 juillet nous est venu à l'esprit, cet après-midi où tout semblait amer et douloureux, alors que la douleur de la mort de nos camarades pesait sur nos âmes ainsi que la douleur de la défaite qui faisait en sorte que le pays devait attendre, le temps de cette attente étant impossible à mesurer à ce moment-là.

« **Et notre peuple est un de ces peuples qui n'a jamais hésité devant le sacrifice**, un de ces peuples qui n'a jamais hésité devant le prix qu'il était obligé de payer pour sa dignité et sa liberté, un peuple qui n'a jamais hésité et qui n'hésitera jamais devant le prix à payer pour son bonheur. »



Fidel s'adresse aux résidents de Santiago le 26 juillet 1967.

À l'occasion du 30e anniversaire de Moncada à Santiago de Cuba le 26 juillet 1983, le Commandant a dit :

« En une seule chose nous sommes encore tels que nous étions le 26 juillet 1953 : nous avons la même foi dans le destin de la patrie, la même confiance dans les vertus de notre peuple, la même foi dans la victoire, **la même capacité de rêver que tout ce qui fera la réalité de demain** sera supérieur aux rêves d'hier déjà réalisés. »

Il parlerait aussi des nouveaux jours, de la révolution et de la décision de la rectifier le 26 juillet 1987 :

« Le 26 juillet 1953, rectifier voulait dire lutter pour éradiquer l'ancien, pour ouvrir une voie, pour faire une révolution, pour créer une nouvelle vie ; c'est-à-dire, la nécessité de rectifier aussi aujourd'hui. **Rectifier a un sens des plus vaste, et je suis en fait satisfait**, stimulé même par ce que je vois, les résultats que je constate, même si nous savons que nous sommes toujours loin d'avoir atteint notre plein potentiel, et que beaucoup d'autres possibilités nous attendent. »



« Nous soutenons Fidel ! », La Havane, 26 juillet 1959

Plus récemment, en 1998 à Santiago de Cuba, après plusieurs années de la révolution au pouvoir, lors de l'événement central **pour le 45e anniversaire des attaques contre les casernes de Moncada et de Carlos Manuel de Céspedes**, il a souligné :

« Nous croyons que nous avons accompli notre devoir, toute une génération, ayant combattu sans répit ou repos pendant 45 ans depuis ce 26 juillet 1953, debout sans broncher dans nos tranchées, dans nos principes, avec les mêmes idées qui nous ont inspirés ce jour-là. »

Au sujet de la signification de la date, lors de la célébration du 49e anniversaire en 2002 à Ciego de Avila, il a fait valoir :

« (...) que sont-ils en ce 26 juillet ? Une voie indestructible qui unit la pensée, l'héroïsme et la volonté de lutte du bastion inexpugnable par l'indépendance duquel Martí voulut empêcher et empêcha que le voisin puissant et expansionniste du Nord ne s'étende dans les Antilles et ne retombe avec ce surcroît de force sur nos terres d'Amérique. »



Fidel à Pinar del Río le 26 juillet 1976

Il a rappelé à l'occasion du **50e anniversaire des attaques la validité des idées révolutionnaires** et son impact sur le peuple : « Le Programme de la Moncada a été achevé et parachevé. Voilà beau temps que nous poursuivons des rêves bien plus élevés et jusque-là inimaginables.

« Nous livrons aujourd'hui de grandes batailles dans le domaine des idées et nous faisons face à des problèmes associés à la situation mondiale, peut-être la plus critique qu'ait vécue l'humanité.

« Je tiens à vous dire quelque chose de semblable à ce que j'avais dit devant le tribunal illégal qui m'avait jugé et condamné pour la lutte que j'avais engagée avec d'autres voilà aujourd'hui cinquante ans, mais ce n'est pas moi seul qui l'affirme cette fois : c'est un peuple ayant mené à bien une Révolution profonde, transcendante et historique et ayant su la défendre qui vous le dit et le prédit : **Condamnez-moi, peu importe ! Les peuples auront le dernier mot !** »



Discours au Forum ouvert en souvenir du 47e anniversaire de l'attaque des casernes de Moncada le 26 juillet 1953, dans le square provisoire de la Révolution à Pinar del Rio, le 5 août 2000



À l'occasion du 11e anniversaire de l'attaque des casernes de Moncada et Carlos M. de Céspedes organisé dans la ville de Santiago de Cuba où le peuple répond aux exercices anti-cubains adoptés la veille par l'OÉA

(cubadebate, 20 juillet 2020. Traduit de l'espagnol par LML. Photos: Estudios Revolución / Sitio Fidel Soldado de las Ideas, Lee Lockwood)